

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18710 - 73ÈME ANNÉE

Bilan catastrophique du gouvernement sortant et de sa majorité parlementaire

Le PCR solidaire des planteurs



Le prix de référence de la canne récoltée par les planteurs n'a pas augmenté depuis plus de 20 ans. (photo Toniox)

Hier en conférence de presse, le Parti communiste réunionnais a fait part de sa solidarité avec les planteurs de canne à sucre qui luttent pour améliorer leurs revenus. Il demande que pour les discussions en cours, toutes les informations sur la filière soient mises sur la table pour permettre la transparence. Le PCR demande également la création d'un comité de suivi permanent de la filière canne-sucre-énergie. Tous ceux qui restent silencieux face à cette bataille se rendent complices de l'enterrement de la filière, déclare le PCR.

La culture de la canne à sucre à La Réunion a été imposée par la France pour satisfaire ses besoins en sucre à la suite de l'indépendance d'Haïti. Mais aujourd'hui, la France peut produire massivement du sucre de betterave moins cher, et peut aussi obtenir du sucre de canne meilleur marché avec la mondialisation des échanges. En 2013, la France a donc soutenu la suppression des quotas sucriers en 2017. À partir du 1er octobre, cette décision s'appliquera. Pour faire face à la concurrence, la filière canne-sucre des outre-mer a obtenu le versement d'une subvention complémentaire annuelle de 38 millions d'euros jusqu'à 2020. Sur cette somme, La Réunion bénéficie de 28 millions d'euros par an. Actuellement se déroulent les discussions sur le prix de la canne à sucre. Les planteurs demandent une augmentation du prix de base, de 39 à 45 euros. Les industriels refusent, leur attitude conduit au blocage. Les planteurs prévoient donc des actions lundi pour tenter de débloquent la situation. Hier, le Parti communiste réunionnais a tenu une conférence de presse à ce sujet, il était représenté par Maurice Gironcel, secrétaire général, et Yvan Dejean, porte-parole.

45 euros par tonne de canne

« Face à la crise, le PCR ne peut laisser seuls les planteurs », déclare Yvan Dejean, « les revendications des planteurs sont légitimes ». Le PCR soutient donc la demande d'augmenter le prix de base de la canne à 45 euros par tonne. « Nous sommes solidaires des planteurs et

des travailleurs de la terre », ajoute le porte-parole du PCR qui rappelle que « le prix payé aux planteurs n'a pas bougé depuis 1997, c'était encore en francs. En 20 ans, tout a augmenté, les charges plus lourdes ». Cette solidarité ne date pas d'hier, les communistes sont aux côtés des planteurs depuis les années 1950, date de la bataille pour sauver l'usine de Quartier Français. La PCR rappelle qu'au 1er octobre, ce sera la fin des quotas et donc du prix garanti. Après, le prix du sucre s'alignera sur le cours mondial, inférieur au prix garanti. Le sucre de La Réunion sera vendu en Europe en concurrence avec le sucre de betterave. D'après le PCR, la différence de coût s'établit à 240 euros par tonne selon des experts. D'où la demande d'une aide publique supplémentaire pour combler la différence. Ce sont les 38 millions d'euros pour les outre-mer. Ils s'ajoutent aux 75 millions reçus au titre du POSEL, et aux 90 millions versés par l'État. Ce sont donc 203 millions d'aides publiques pour l'outre-mer. C'est sur la répartition des 28 millions d'euros que se porte la lutte pour un juste partage. « Nous sommes à un tournant social, économique, culturel avec l'avenir de la filière canne-sucre-énergie ».

Préparer l'après 2020

La canne à sucre à La Réunion, ce sont 25.000 hectares de plantations qui contribuent à la lutte contre l'érosion, 18.000 emplois directs et indirects, une recherche à la pointe de l'innovation et la contribution à l'autonomie énergétique. Pour la question de la revalorisation, il est

essentiel de jouer carte sur table sur les recettes de la canne, souligne le PCR, il appelle donc à faire la transparence sur les revenus tirés des co-produits de la canne à sucre. « Tous les paramètres doivent être connus », affirme Yvan Dejean.

Le dirigeant communiste rappelle également que l'autorisation donnée pour l'aide supplémentaire ne court que jusqu'en 2020. Pour préparer l'après 2020, le PCR demande la création d'un comité de suivi permanent regroupant l'État et les socio-professionnels.

Avant 1969, les planteurs bénéficiaient de l'ensemble des co-produits. Depuis, le planteur est devenu fournisseur de matière première, l'ensemble des richesses lui ont échappé totalement. « Les planteurs jouent leur survie, celles et ceux qui n'en parlent pas se rendront complices de l'enterrement de la filière », souligne le PCR qui met le doigt sur la responsabilité de l'État : il aurait dû mettre des critères pour que la subvention complémentaire entraîne automatiquement une hausse des revenus des planteurs.

M.M.

In kozman pou la rout

« Lo zèf zordi lé pli préférab pti poul pou domin. »

Mi pans sa in moun présé la mazine in kozman konmsa pars inn shans li nana zordi li préfèr sa par raport pètète dé shans li nora domin. Sa sé selon la mantalité shakinn dé nou... In zistoir i vien dann mon tête : i paré in lékip psikolog la parti dann in zardin pou marmaye. Zot la done shak marmaye in bonbon épi zot la di si talèr zot la pankor manz lo bonbon, ni done azot dé. L'èr-la, nana sak la manz lo bonbon toutsuit, nana sak la mord z'ot lèv o san, larm la koul tousèl, lo dan la grinsé pou nyabou pa manz lo bonbon toutsuit... Aprésa zot la suiv lo bann marmaye é zot la romark sak la manz toutsuit z'ot bonbon la pa bien réisi dan la vi é sak la nyabou pran pasyans la myé réisi. Sa i vé dir, dan la vi, si ou i gingn pran pasyans, kontrol out dézir ou lé myé armé pou la réisite dan la vi. Astèr zot i pran sa konm zot i vé, mi fors pa zot pou réflèshi dosi sa é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito

Martine Aubry contre la casse de « 50 ans de progrès social »

Le 25 mai dernier, Martine Aubry a dénoncé la tentative d'Emmanuel Macron de disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale. « Avoir un Parlement à sa botte, ce n'est pas la démocratie. Un Parlement est là pour contrebalancer l'exécutif », a-t-elle dit. Elle fait part de ses craintes quant à une dérive vers « l'autoritarisme » que pourrait constituer une Assemblée composée majoritairement de députés « béni oui-oui ». Selon elle, le nouveau président de la République ne connaît pas les problèmes des Français car il a grandi « dans un milieu protégé à Amiens ».

Celle qui était la ministre du Travail qui a fait voter la loi sur les 35 heures juge sévèrement la volonté du nouveau pouvoir d'aller plus loin que la Loi Travail. En effet, le gouvernement planche sur une loi qui veut renforcer la prédominance des accords d'entreprise sur la loi. Or, dans l'entreprise, « il n'y a pas d'égalité entre le patron et les salariés. La loi est là pour rétablir » un équilibre, a-t-elle rappelé. Elle déplore que ce projet de loi ait pour conséquence de « casser 50 ans de progrès social ».

C'est un point de vue qui rejoint ceux qui, comme le PCR, sont engagés dans la campagne des législatives afin de faire élire un maximum de députés issus des forces de progrès. C'est la condition nécessaire pour empêcher que le gouvernement puisse appliquer une politique de casse sociale.

La prise de position de Martine Aubry vient d'une responsable historique du Parti socialiste.

Elle permet de clarifier une fois de plus la position des députés socialistes sortants de La Réunion. Tous se représentent en cachant leur étiquette socialiste et en se proclamant comme partisans d'Emmanuel Macron. Ils envisagent de siéger dans la majorité qui soutiendra le nouveau gouvernement. En faisant cela, ils sont donc complices d'un programme qui vise à « casser 50 ans de progrès social ».

Cela signifie qu'à La Réunion, Ericka Bareigts, Monique Orphé et Jean-Jacques Vlody ne sont pas des candidats des forces de progrès. Les électeurs savent donc ce qu'il reste à faire pour élire des députés qui défendent leurs intérêts : reporter leurs suffrages sur les candidats des forces de progrès dont font partie ceux présentés par le PCR.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Priorité à l'emploi des Réunionnais à La Réunion et lutte pour la responsabilité

Lettre du PCR aux Réunionnais

Hier en conférence de presse, Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, a présenté la lettre que le Parti communiste réunionnais va adresser aux Réunionnais. Ce document présente les propositions du PCR pour les élections législatives, ainsi que les trois candidats présentés par le Parti, Julie Pontalba, Max Banon et Gilles Leperlier, ainsi que leurs trois suppléants, Stéphane Ducamp, Audrey Minatchy et Nicole Virapinmodely.

Après qu'Yvan Dejean ait apporté la solidarité du PCR avec les planteurs en lutte pour leur survie, Maurice Gironcel est revenu sur les problèmes de fond qui ne sont pas abordés durant la campagne des législatives. Le PCR avait soutenu Jean-Luc Mélenchon, il est arrivé en tête à La Réunion. Le succès de Jean-Luc Mélenchon souligne une réelle vo-

lonté de changement après un quinquennat catastrophique. Maurice Gironcel a présenté une lettre du PCR qui sera adressée à la population. Le Parti communiste réunionnais y demande de confirmer dans les urnes « l'aspiration profonde de prendre en main notre destin pour un avenir commun ». Le PCR propose d'écrire une nouvelle page de l'histoire, comme en

1945 avec Raymond Vergès et Léon de Lépervanche. « C'est le moment de se rassembler pour la responsabilité. C'est aux Réunionnais de décider ce qui est bon pour leur pays », a souligné le secrétaire général du PCR. Voici le contenu de la lettre :

Au nom du Parti communiste réunionnais, Maurice Gironcel, secrétaire général, s'adresse aux Réunionnais

Mesdames, Messieurs,
Electriciers, électeurs de La Réunion
Chers (es) camarades,

Lors du premier tour de l'élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est arrivé en tête à La Réunion, comme l'a demandé le PCR. Après ce dernier quinquennat, le succès collectif de notre candidat souligne une réelle volonté de changement.

Une fois encore, permettez-moi, au nom de tout le Parti, de remercier toutes les électrices et tous les électeurs qui ont porté leurs suffrages sur Jean-Luc Mélenchon. Un grand merci aussi à tous les militants-es, à nos adhérents-es et à nos sympathisants pour leur implication et leur motivation dans cette bataille.

Les 11 et 18 juin prochains, nous vous invitons à confirmer dans les urnes cette aspiration profonde de prendre en main notre destin pour un avenir en commun. C'est cette ambition qui nous anime, tous les jours, dans notre lutte. Pour nous communistes, c'est cela aussi rester fidèle au combat de Paul Vergès.

En effet, au moment où notre peuple et notre pays sont confrontés à de graves difficultés qui s'expriment par un sentiment d'abandon et de désespérance, le Parti Communiste Réunionnais vous propose d'écrire une nouvelle page de notre histoire.

Comme en 1945 autour de Raymond Vergès et de Léon de Lépervanche pour l'Égalité et la Sécurité sociale, **le moment est donc venu cette fois de nous Rassembler pour la Responsabilité**. Ce qui nécessite : une nouvelle gouvernance pour élaborer un projet réunionnais. Nos priorités visent à apporter ainsi une réponse positive à vos urgences sociales, économiques, éducatives et environnementales et de faire face aux défis de ce siècle. Nous considérons que c'est aux Réunionnais-es de décider ce qui est bon pour leur pays. Ce sont les raisons pour lesquelles nous publions 10 propositions urgentes pour notre pays et vous demandons de soutenir les candidates et candidats du PCR qui les porteront avec détermination à l'Assemblée Nationale.

Bien à vous,

Maurice Gironcel
Secrétaire Général du PCR

1848 a ouvert l'ère de liberté, 1946 a ouvert l'ère de l'égalité ; que s'ouvre maintenant l'ère de la responsabilité.

En confiance avec nos candidats :

1ère Circonscription : Julie Pontalba et Stéphane Ducamp

4e Circonscription : Max Banon et Audrey Minatchy

6e Circonscription : Gilles Leperlier et Nicole Virapinmodely

Nos propositions

Créer une Assemblée territoriale avec des compétences élargies pour :

Créer deux grands services : aide à la personne et environnementale

Valoriser la culture et l'identité réunionnaise

Favoriser les recrutements des Réunionnais dans la fonction publique

Arriver à l'autonomie énergétique

Obtenir l'autosuffisance alimentaire

Relancer le transport ferroviaire (tram-train)

Gérer un fonds régional de développement durable et solidaire pour financer les investissements

Lutter contre le manque de logements sociaux

Elaborer et mettre en œuvre une politique de co-développement régional.

Réunir d'urgence une conférence extraordinaire pour préparer l'après 2017 et ouvrir de nouvelles perspectives pour la filière canne par la recherche, l'innovation et la valorisation de tous les produits issus de la canne et par un nouveau partage des richesses découlant de ses valorisations.

Rassembler pour la Responsabilité

Oté

Lo lou dann park mouton

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, moin nan kom l'inprézyon la gosh i sava gingn in bon batlavé isi, konm dan La Frans pars mi oi pa bann z'éléktèr rodonn son konfyans sak la roul azot dan la farine pandan sink z'ané é anplis ké sa zot nana konm l'inprézyon la gosh lété konplis tout bann mové plan zot la soufèr. Mi pans vi konpran sak mi di ? Kan lo bann parol épi lo bann z'aksyon i tir shakinn son koté, demoun i an apèrsoi pa toutsuit mé momandoné zot i fini par rann azot kont de sa. L'èr-la, zot i pini lo bann doub zé. Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant i koz touzour la boush rouvèr, out manyèr pansé i étone pa moin d'ou pars si ou i rapèl bien : avan Hollande l'avé Sarkozy.avan Sarkozy l'avé Chirac... é si mi tronp pa lé z'inn konm lé z'ot la fé konmsa : in koté lo bann promès, lo bann parol, la lang do myèl é l'ot koté lo bann z'aksyon té i vien an kontradiksyon.

Mé nana kékshoz la kasé ankor plis avèk Holland épi lo parti sosyalis, kékshoz k'i fé ké kont z'ot prop z'idé, bann sosyalis la rant dann plan bann kapitalis : kisoï par érèr, kisoï par konplisité par raport lo gran kapital, kisoï par féblès é sé sak bann z'éléktèr i pardone pa zot. An plis ké sa, i pé dir Holland la nourri lo vèr pou pik lo kèr parti sosyalis : li la fé rant Macron dann gouvèrnman, kaziman lo lou dann park mouton.

Justin